Lignées de l'Empire

par Giovanni Arrighi*

*E*mpire de Michael Hardt et Antonio Negri est un puissant antidote à la mélancolie, à la méfiance et à l'hostilité qui marquent la réaction dominante de la gauche radicale face à ce que l'on appelle la mondialisation. Tout en condamnant ses aspects destructeurs, Hardt et Negri accueillent cette mondialisation comme l'aube d'une ère nouvelle, pleine de promesses pour les damnés de la terre. Comme Marx quand il insiste sur le progrès que constitue le capitalisme par rapport aux formes sociales qu'il a remplacées, ils déclarent que l'Empire est meilleur que le monde qui l'a précédé : le monde des États-nations et des impérialismes en guerre.

L'Empire, c'est la nouvelle logique, ce sont les règles qui sont apparues avec la mondialisation des échanges culturels et économiques. C'est le pouvoir souverain qui règle les échanges globaux de façon efficace et donc qui gouverne le monde. Contrairement aux empires modernes et pré-modernes, l'Empire, singulier, de l'ère postmoderne n'a pas de frontières territoriales ni de centre de pouvoir. Il agit comme un appareil gouvernemental global *décentralisé* et *déterritorialisé*.

Cette nouvelle logique du pouvoir s'est instaurée parallèlement à « la réalisation du marché mondial et à la subsumption réelle de la société mondiale par le capital ». L'univers des États-nations et des impérialismes en lutte de l'époque moderne a « aid[é] le capital dans sa période d'expansion

*Giovanni Arrighi est professeur d'économie à l'Université John Hopkins de Baltimore (Traduction Alexandre Ursula Sanchez).

mondiale ». Néanmoins, il « créa aussi et renforça des frontières rigides [...] qui bloquèrent effectivement le libre flux du capital, du travail et des marchandises – interdisant du même coup la pleine réalisation du marché mondial » (p. 403). À mesure qu'il se réalise dans le marché mondial, le « capital tend vers un espace lisse défini par des flux non codés, de la flexibilité, une modulation continue et une égalisation tendancielle » (p. 397).

L'idée de l'Empire comme « espace lisse » est un thème central du livre. Le lissage n'affecte pas seulement la division du monde en États-nations (avec leurs empires respectifs) en mélangeant et en confondant leurs couleurs nationales distinctes pour en faire un « arc-en-ciel impérial mondial ». Il affecte surtout la division du monde en trois mondes (le *premier*, le *second* et le tiers monde), entre Sud et Nord, centre et périphérie. Tandis que le *second* monde a disparu, le tiers monde « entre dans le "premier" et s'établit en son cœur comme ghetto, bidonville ou favela ». Quant au *premier* monde, il « est transféré dans le "tiers" sous la forme de bourses des valeurs et de banques, de sociétés transnationales et de gratte-ciel d'argent et d'autorité » (p. 312). Il en résulte que « le centre et la périphérie, le Nord et le Sud ne définissent plus un ordre international mais se sont plutôt mutuellement rapprochés » (p. 408).

Comme c'est le cas dans la plupart des analyses de la mondialisation, Hardt et Negri situent ses origines dans le nouveau pouvoir conféré au capital par la révolution de l'ordinateur et de l'information. En permettant de « relier différents groupes de main-d'œuvre en temps réel à travers le monde », cette révolution a permis au capital d'« affaiblir les résistances structurelles de la main-d'œuvre » et « d'imposer la flexibilité temporelle et la mobilité spatiale ». Le capital spéculatif et financier renforce cette tendance en allant « là où le coût de la main-d'œuvre est le plus bas, et où la puissance administrative est la plus forte pour garantir

l'exploitation ». Dans cette optique, « les pays qui gardent les rigidités antérieures du travail et s'opposent à sa flexibilité et à sa mobilité sont punis, brimés et finalement détruits » (p. 409-410).

Toutefois, contrairement à la plupart des analystes de la mondialisation, Hardt et Negri ne conçoivent pas les forces de travail comme étant les dépositaires plus ou moins réticents des tendances du capital. D'une part, les luttes prolétariennes ont « directement provoqué » la crise capitaliste des années 60 et 70, et ont ainsi « forcé le capital à modifier ses structures et à entreprendre un changement de paradigme » (p. 320).

Si la guerre du Viêt Nam n'avait pas eu lieu ; s'il n'y avait pas eu les révoltes étudiantes et ouvrières des années soixante ; s'il n'y avait pas eu « 68 » et la seconde vague des mouvements féministes ; s'il n'y avait pas eu toute la série de luttes anti-impérialistes – le capital se serait contenté de maintenir ses propres arrangements de pouvoir, trop heureux d'avoir fait l'économie d'un changement dérangeant de paradigme de production ! Il s'en serait contenté pour plusieurs bonnes raisons : parce que les limites naturelles du développement l'arrangeaient bien ; parce qu'il était menacé par le développement du travail immatériel ; parce qu'il savait que la mobilité transversale et l'hybridation de la main-d'œuvre mondiale ouvraient la possibilité de nouvelles crises et de nouveaux conflits de classe d'un ordre jamais encore expérimenté. La restructuration de la production [...] fut anticipée par l'essor d'une nouvelle subjectivité [...] [elle] fut animé[e] d'en bas, par un prolétariat dont la composition avait déjà changé. (p. 336-337)

D'autre part, ce nouveau prolétariat, cette « multitude » selon l'expression de Hardt et Negri, a très vite compris les opportunités que lui offre la mondialisation pour accroître ses forces et se libérer. L'élément-clef à cet égard, c'est la migration. « La résistance de la multitude à l'asservissement – la lutte contre l'esclavage d'appartenir à une nation, à une identité et à un peuple, donc la désertion de la souveraineté

et des limites qu'elle impose à la subjectivité — est entièrement positive [...] Les héros réels de la libération du tiers monde, aujourd'hui, pourraient bien avoir été les émigrants et les flux de population qui ont détruit les anciennes et les nouvelles frontières » (p. 438). Ainsi, la multitude est à la fois protagoniste et bénéficiaire de la destruction des frontières qui marque l'avènement de l'Empire.

De plus, la mondialisation des réseaux de production et de contrôle du capital renforce absolument tous les foyers de révolte. Les articulations horizontales entre les luttes — et avec elles la médiation des dirigeants, des syndicats et des partis — n'ont plus lieu d'être. « En concentrant simplement leurs propres pouvoirs, en resserrant leurs énergies dans une spirale tendue et compacte, ces luttes [...] touchent immédiatement aux plus hauts niveaux du pouvoir impérial » (p. 89-91).

Comme le reconnaissent Hardt et Negri, cette double possibilité d'accroître le pouvoir de la multitude sous l'Empire ne répond toutefois pas à la question fondamentale du type de programme politique qui permettrait à la multitude de dépasser et d'abattre les barrières que l'Empire rétablit constamment face à son désir de libération. Tout ce qu'ils peuvent avancer pour l'instant, c'est que la citoyenneté mondiale (*papiers pour tous !*) est l'un des éléments de base d'un tel programme, porte d'entrée du salaire social et du revenu garanti pour tous. « Une fois la citoyenneté étendue à tous, on pourrait appeler ce revenu garanti un revenu citoyen, dû à chacun en tant que membre de la société » (p. 485).

C'est probablement le portrait le plus optimiste de la nature et des conséquences de la mondialisation qui ait été proposé par la gauche radicale jusqu'à ce jour. À mon avis, la volonté de se débarrasser de la nostalgie des structures de pouvoir des périodes précédentes du développement capitaliste, est louable. Est louable aussi leur désir de démontrer que la logique et la structure du gouvernement mondial qui émerge

sont à la fois une réponse aux luttes du passé et un terrain plus favorable, pour les luttes contre les formes nouvelles d'exploitation et d'oppression, que les structures précédentes. Pourtant les moyens que les auteurs ont choisis pour arriver à leurs fins posent problème.

Cela tient, pour l'essentiel, au poids que Hardt et Negri accordent aux métaphores et aux théories, tout en évitant systématiquement les preuves empiriques. Alors que l'érudition dont il est fait preuve tout au long du livre impressionnera bien des lecteurs, d'autres plus sceptiques seront rebutés par les déclarations dépourvues de fondements empiriques et, pire, facilement falsifiables avec des données qui sont à la portée de tous. Je me contenterai de citer deux exemples cruciaux, le premier au sujet du caractère « lisse » de l'espace de l'Empire, et l'autre à propos du rôle de la mobilité de la main-d'œuvre dans l'uniformisation des conditions de production et de reproduction dans ce même espace.

Il est difficile de mettre en doute que la disparition du *second* monde fait en sorte qu'il est désormais anachronique de parler d'un premier et d'un tiers monde. Il y a également assez de preuves pour démontrer que les signes de modernité, associés à ce que fut le premier monde (les « gratte-ciel d'argent et d'autorité » de Hardt et Negri), ont proliféré dans ce qui a été le tiers monde. Il est possible aussi que les symptômes de la marginalisation associés à la pauvreté de ce qui a été le tiers monde soient aujourd'hui plus frappants qu'il y a vingt ou trente ans dans ce qui fut le premier monde. Mais on ne peut pas en conclure que la distance entre la pauvreté de l'ex-tiers monde (ou Sud) et la richesse de l'ex-premier monde (ou Nord) ait diminué de façon significative. Toutes les statistiques disponibles démontrent, en effet, l'extraordinaire persistance du fossé entre les revenus du Sud et ceux du Nord tels qu'ils sont mesurés par le PNB par habitant. Il suffit de dire qu'en 1999, le revenu moyen par habitant des pays de l'ex-tiers monde correspondait à seule-

ment 4,6 % du revenu moyen des pays de l'ex-premier monde : presque exactement la même proportion qu'en 1960 (4,5 %) et qu'en 1980 (4,3 %). De plus, si l'on ne tient pas compte de la Chine, le pourcentage décroît de façon régulière, allant de 6,4 en 1960 à 6,0 en 1980 et à 5,5 en 1999¹.

L'affirmation de Hardt et Negri selon laquelle la division entre le Nord et le Sud a été dépassée est donc tout à fait fautive ; quant à leur thèse sur la direction et l'étendue des flux contemporains de capital et de main-d'œuvre, elle n'est pas non plus sans défauts. D'abord, ils exagèrent largement en affirmant que de tels flux sont sans précédents, et ceci est particulièrement vrai de leur façon de déconsidérer les migrations « lilliputiennes » du dix-neuvième siècle comparées à leurs contreparties du vingtième siècle. En fait, proportionnellement, les flux migratoires du dix-neuvième siècle étaient beaucoup plus importants, surtout si l'on tient compte des migrations des populations d'Asie². De plus, il n'est que partiellement vrai que le capital spéculatif et financier aille « là où le coût de la main-d'œuvre est le plus bas, et où la puissance administrative est la plus forte pour garantir l'exploitation ». C'est vrai seulement si l'on considère que toutes les autres données sont comparables, notamment le revenu national par habitant. Or les autres données ne sont pas du tout comparables entre les régions et les juridictions du monde (surtout pas le revenu par habitant). Par conséquent, la majeure partie des flux de capital se fait entre les pays riches (où le coût de la main-d'œuvre est élevé, et où la puissance administrative pour garantir l'exploitation est faible), et très peu de capital passe des pays riches aux pays pauvres.

¹ World Bank, *World Tables*, volumes 1 et 2, Washington, 1984, et *World Development Indicators* (cd-rom), Washington, 2001.

² David Held *et al.*, *Global Transformations*, Stanford University Press, Stanford, 1999, chapitre 6.

Si l'on y regarde de plus près, ce ne sont pas là les seuls faits qui se révèlent faux. Ils sont pourtant cruciaux pour la crédibilité de la démonstration des tendances actuelles et pour les conclusions politiques qui sont exposées dans le livre. En effet, l'optimisme de Hardt et Negri sur la possibilité que la mondialisation débouche sur la libération de la multitude, repose en grande partie sur l'hypothèse que sous l'Empire, le capital tend vers une double égalisation des conditions d'existence de la multitude : d'une part, grâce à la mobilité du capital du Nord vers le Sud, et, d'autre part, grâce à la mobilité de la main-d'œuvre du Sud vers le Nord. Mais si, comme cela semble être le cas actuellement, ces mécanismes ne fonctionnent pas, le chemin vers la citoyenneté mondiale et le revenu garanti pour tous pourrait être beaucoup plus long, accidenté et glissant que ne voudraient nous le faire croire Hardt et Negri.

Passons maintenant aux formes possibles de cette longue marche sur un chemin accidenté et glissant en répondant aux critiques que Hardt et Negri font de ma propre interprétation de l'évolution du capitalisme historique à l'époque moderne. Hardt et Negri me situent parmi les auteurs qui ont ouvert la voie à l'analyse et à la critique de l'Empire, mais en même temps ils désignent la reconstruction des cycles systémiques d'accumulation capitaliste que je fais dans mon livre³ comme un exemple des théories cycliques du capitalisme qui cachent la nouveauté des transformations contemporaines (« [d]e l'impérialisme à l'Empire et de l'État-nation à la régulation politique du marché mondial », p. 295) ainsi que le moteur de celles-ci (une lutte de classes qui pousse l'État-nation vers son abolition et qui ainsi dépasse les barrières posées par celui-ci, propose une constitution de l'Empire comme site d'analyse et de conflit). Plus précisément, selon eux :

³ Giovanni Arrighi, *The Long Twentieth Century : Money, Power, and the Origins of Our Times*, Verso, Londres, 1994.

Dans le contexte de l'argument cyclique d'Arrighi, il est impossible d'identifier une rupture du système, un paradigme de passage, un événement. Au lieu de cela, tout doit toujours revenir, et l'histoire du capitalisme devient ainsi l'éternel retour du même. En dernière analyse, une telle version cyclique masque le moteur du processus de crise et de la restructuration [...] il semble que la crise des années soixante-dix faisait simplement partie des cycles objectifs et inévitables de l'accumulation capitaliste, au lieu d'être le résultat d'une attaque prolétarienne et anticapitaliste, à la fois dans les pays dominants et dans les pays subordonnés. L'accumulation de ces crises a été le moteur de la crise et elles ont déterminé les termes et la nature de la restructuration capitaliste [...] Il nous faut identifier où – dans les réseaux transnationaux de production, les circuits du marché mondial et les structures d'ensemble du pouvoir capitaliste – se situent le potentiel de rupture et le moteur d'un avenir qui ne soit pas simplement voué à répéter les cycles passés du capitalisme (p. 295-296).

Je trouve cette affirmation étrange pour deux raisons. La première est que depuis trente ans j'avance une thèse à propos de la crise des années soixante-dix qui, à plusieurs égards, ressemble à ce dont, selon Hardt et Negri, mon livre fait abstraction. D'autre part, bien que mon livre construise en effet des cycles, son argument n'est pas du tout cyclique et il ne contredit pas non plus ma thèse précédente au sujet de la crise des années soixante-dix. Il ne fait qu'inclure cette thèse dans une perspective historique plus longue. Je vais maintenant traiter de ces deux questions.

Dans un article publié d'abord en italien en 1972, j'attirais l'attention sur quelques différences cruciales entre la crise capitaliste des années soixante-dix qui s'amorçait et celles de 1873-1896 et de 1930. La plus importante de ces différences était le rôle des luttes ouvrières dans l'amorce de la crise de 1970. Plus loin, je maintenais que cette différence et quelques autres signifiaient que la crise qui commençait risquait moins de se solder par une intensification des rivalités inter-impérialistes et donc par une séparation du marché mondial. La

crise promettait plutôt d'avoir pour résultat un renforcement de l'unité du marché mondial et de la tendance à la décentralisation de la production industrielle vers des régions de l'économie mondiale au capitalisme « moins développé »⁴.

Dans un autre texte publié six ans plus tard⁵ j'ai poussé cette analyse plus loin. J'ai remarqué une fois encore que l'intégration économique mondiale par les investissements directs qui s'est développée sous l'hégémonie des États-Unis risque moins de s'effondrer vers un état de guerre généralisée qu'au dix-neuvième siècle où l'intégration économique mondiale par la marchandise et les flux financiers se réalisait sous l'hégémonie britannique. De plus, j'ai souligné que les luttes ouvrières consolidaient cette nouvelle forme d'intégration économique mondiale et suggéré qu'avec le temps cette consolidation pourrait affaiblir les États-nations et les formes primaires d'organisation politique du capitalisme⁶. Il découle de cet argument que les théories même de l'« impérialisme », qui ont surtout réussi à prévoir les tendances de la première moitié du vingtième siècle⁷, sont devenues totalement obsolètes pour la simple raison que le capitalisme mondial, tel qu'institué sous l'hégémonie des États-Unis, ne génère plus cette tendance à la guerre entre puissances capitalistes dont elles tiraient jusque-là leur légitimité. Et dans la mesure où le système d'État-nation cessait d'être la forme primaire d'organisation politique du capitalisme mondial, la désuétude des théories de l'impérialisme serait permanente⁸.

⁴ Giovanni Arrighi, « Towards a Theory of Capitalist Crisis », *New Left Review*, 111, 1978, p. 3-24.

⁵ Giovanni Arrighi, *The Geometry of Imperialism. The Limits of Hobson's Paradigm*, Verso, Londres, 1978.

⁶ *Op. cit.*, p. 146-148.

⁷ En particulier Hobson dans : *Imperialism: A Study*, George Allen & Unwin, Londres, 1938. Hilferding dans : *Finance Capital: A Study of the Latest Phase of Capitalist Development*, Routledge and Kegan Paul, Londres, 1981 et Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

⁸ Giovanni Arrighi, *The Geometry of Imperialism. The Limits of Hobson's Paradigm*, Verso, Londres, 1978, p. 149-173.

Douze ans plus tard, j'ai restructuré ces arguments dans une étude sur le « long » vingtième siècle⁹ qui se concentre sur la montée du mouvement ouvrier mondial à la fin du dix-neuvième siècle ; sur la bifurcation de ce mouvement vers des trajectoires social-démocrates ou marxistes au début du vingtième siècle ; sur le fait que, dans ces deux trajectoires, les luttes ouvrières ont réussi à provoquer une réorganisation « réformiste » fondamentale du capitalisme sous l'hégémonie des États-Unis à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et finalement sur la crise que ces deux types de mouvements ont connue dans les années 80 et qui est la conséquence accidentelle de leurs réussites précédentes. À la manière de Hardt et Negri, j'ai diagnostiqué cette crise – en incluant surtout la crise du marxisme tel qu'institué dans la première moitié du vingtième siècle – comme un élément positif plutôt qu'un développement négatif pour le futur du prolétariat mondial. Tandis que le marxisme s'est historiquement développé dans une direction opposée à celle que Marx avait prévue et prônée, je disais que les transformations du capitalisme mondial, et surtout le degré inouï d'intégration du marché mondial, rendent encore plus pertinentes, pour le présent et le futur du mouvement ouvrier, les prédictions et les prescriptions que Marx a faites.

En partant de prémisses autres et en suivant une argumentation différente, je suis ainsi parvenu à des conclusions très semblables à l'une des thèses centrales d'*Empire*. Cependant, contrairement à Hardt et Negri, j'ai ajouté à ces conclusions une mise en garde contre la confiance excessive en une interprétation marxienne des faits.

Car à beaucoup d'égards, la perspective marxienne demeure sérieusement imparfaite, notamment dans sa façon d'évaluer le rôle de l'âge, du sexe, de la race, de la nationalité, de la religion et d'autres

⁹ Giovanni Arrighi, « Marxist Century, American Century. The Making and Remaking of the World Labour Movement », *New Left Review*, 179, 1990, p. 29-63.

spécificités naturelles et historiques, dans la création de l'identité sociale du prolétariat mondial. Évidemment, la course à la compression des coûts [dans les années soixante-dix et quatre-vingts] est venue confirmer les observations [faites par Marx] qui voulaient que pour le capital, tous les membres du prolétariat sont des instruments de travail, plus ou moins chers à utiliser selon leur âge, leur sexe, leur couleur, leur nationalité, leur religion, etc. Toutefois celle-ci nous a aussi démontré qu'on ne peut déduire de cette prédisposition, comme le fait Marx, une prédisposition des travailleurs à mettre de côté les différences naturelles et historiques comme moyen d'affirmer, collectivement et individuellement, une identité sociale distincte. Les prolétaires se sont toujours rebellés lorsqu'ils faisaient face à une prédisposition du capital à traiter la main-d'œuvre comme une masse homogène sans individualité autre que les différences dans les capacités d'augmenter la valeur du capital. Presque inmanquablement ils ont saisi ou créé des assortiments de traits distinctifs (âge, sexe, couleur, spécificités géo-historiques) à leur portée pour exiger du capital une sorte de traitement spécial. Par conséquent, le patriarcat, le racisme et le chauvinisme ont été parties intégrantes de la création du mouvement ouvrier des deux trajectoires, et se retrouvent sous une forme ou sous une autre, dans la plupart des idéologies et des organisations prolétaires¹⁰.

Avant même de terminer *The Long Twentieth Century*, j'étais beaucoup moins optimiste que Hardt et Negri face à la possibilité que, dans les conditions émergentes d'intégration du marché mondial, les « issues » (les migrations du Sud vers le Nord) et les « voix » prolétaires (les luttes contre l'exploitation, l'exclusion et l'oppression) puissent promouvoir plus de solidarité, d'égalité et de démocratie face aux divisions entre les nations, les civilisations, les races et les sexes. Il me semble que les années quatre-vingt-dix ont fourni suffisamment de preuves contre la conception idéalisée et idéaliste de la multitude qu'affichent Hardt et Negri dans *Empire*, et en

¹⁰ *Op. cit.*, p. 63.

faveur de ma mise en garde précédente qui suggère que la compétition croissante dans le marché mondial — surtout dans un contexte de migration de la main-d'œuvre — peut très bien renforcer les dispositions patriarcales, racistes et nationalistes du prolétariat. C'est la première raison pour laquelle, selon moi, on doit s'attendre à ce que le chemin vers la citoyenneté mondiale et le revenu garanti pour tous soit bien plus long, accidenté et glissant que ce qu'en disent Hardt et Negri.

D'autres raisons, tout aussi importantes, sont reliées à la vision idéalisée et idéaliste que Hardt et Negri donnent, non seulement de la multitude, mais aussi du capital et de l'Empire. C'est là que leur lecture erronée de ma reconstruction des cycles d'accumulation devient intéressante à analyser car, contrairement à ce que prétendent Hardt et Negri, cette reconstruction n'empêche pas d'identifier une rupture du système ou un changement de paradigme ; elle ne décrit pas non plus l'histoire du capitalisme comme un éternel retour du même ; enfin elle ne masque pas le moteur du processus de crise et de la restructuration. Elle fait exactement l'inverse en démontrant qu'historiquement, les ruptures du système et les changements de paradigme ont lieu précisément lorsque le « même » (sous la forme d'expansions récurrentes à l'échelle du système) semble revenir (et, en quelque sorte, c'est effectivement le cas). De plus, en comparant des périodes successives de retour et de rupture, elles montrent comment le moteur de la crise et de la restructuration (ainsi que du processus d'expansion capitaliste) a changé au fil du temps, rendant ainsi la crise actuelle nouvelle à plusieurs égards.

Plus spécifiquement, la reconstruction des cycles systémiques d'accumulation sert à deux choses. Elle sert premièrement à identifier les signes distinctifs du capitalisme mondial en tant que système social *historique* (contrairement à un type idéal). En deuxième lieu, elle sert à identifier ce qui est vrai-

ment nouveau dans la condition actuelle du capitalisme mondial à la lumière de toute son histoire, et non ce qui peut sembler nouveau, selon une vision partielle et limitée par l'espace ou le temps. Il me semble que ces deux processus d'identification sont essentiels pour une reconnaissance historiquement fondée des endroits où, dans les structures mondiales du capitalisme, se trouvent un potentiel de rupture et un moteur pour le futur qui ne soient pas simplement voués à répéter les cycles passés du capitalisme, pour paraphraser Hardt et Negri. Une telle reconnaissance historiquement fondée ajoute de nouvelles dimensions importantes à ma lecture et à celle de Hardt et Negri sur les conditions émergentes du gouvernement mondial ; elle ne les contredit pas — au moins pas complètement. Je citerai brièvement les plus importantes de ces nouvelles dimensions.

Premièrement, tout en confirmant qu'il est plausible qu'un État mondial (que je veux bien appeler Empire) soit en train de se former, ma reconstruction des cycles systémiques d'accumulation ajoute à la fois une échelle temporelle et une touche d'incertitude à la transition actuelle, qui va d'une phase de l'histoire du monde fondée sur des États-nations vers une phase fondée sur un État mondial (une phase possible, pas certaine). Comme le démontrent *The Long Twentieth Century* et d'autres ouvrages subséquents sur les transitions hégémoniques, le capitalisme mondial était à l'origine encadré dans un système de cités-états et la transition entre cette phase et celle du capitalisme d'États-nations s'est étendue sur plusieurs siècles. Pendant au moins deux siècles, les cités-états (notamment Venise) ou les diasporas de commerçants venus de ces cités (notamment les Génois) sont restées les protagonistes de la dynamique capitaliste, tandis que le principal acteur de la transition était un État (les Provinces fédérées) qui réunissait à la fois les caractéristiques des cités-

États déclinantes et celles des États-nations émergents¹¹. Bien que nous ayons aussi remarqué une certaine accélération du rythme des transformations dans le système mondial, les expériences du passé semblent suggérer que la transition actuelle de la phase des États-nations à celle d'un gouvernement mondial se poursuivra encore pendant au moins un siècle avant d'être complète. Ces expériences suggèrent aussi qu'au moins quelques États nationaux ou des formes hybrides d'États-nations mondiaux puissent être les protagonistes de cette transition.

Deuxièmement, bien des incertitudes entourant les transformations actuelles viennent du fait que les périodes passées d'expansion financière et de transitions hégémoniques ont été des moments d'instabilité croissante et d'autodestruction involontaire du capitalisme. Bien qu'il y ait peu de chances qu'intervienne un des principaux facteurs d'instabilité et d'autodestruction (les guerres interimpérialistes), les tentatives de la puissance hégémonique actuelle (les États-Unis) pour imposer au monde une domination exploitante, pourraient très bien devenir une source plus importante d'instabilité et d'autodestruction que les tentatives de ses prédécesseurs¹². Ainsi, en paraphrasant Joseph Schumpeter¹³, *The Long Twentieth Century* en venait à la conclusion qu'« avant que l'humanité ne s'étouffe (ou qu'elle ne se pré-lasse) dans le donjon (ou le paradis) d'un empire mondial post-capitaliste ou d'une société de marché mondiale post-capitaliste, elle pourrait bien brûler dans les horreurs (ou

¹¹ Giovanni Arrighi, *The Long Twentieth Century: Money, Power, and the Origins of Our Times*, Verso, Londres, 1994, p. 11, 36-47, 82-158. Giovanni Arrighi, Beverly Silver et al., *Chaos and Governance in the Modern World System*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1999, p. 37-58.

¹² Giovanni Arrighi, Beverly Silver, « Capitalism and world (dis)order », *Review of International Studies*, 27, 2001, p. 976-979 et 983.

¹³ Joseph Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, George Allen & Unwin, Londres, 1954, p. 163.

dans la gloire) de l'escalade de violence qui a accompagné la liquidation de l'ordre mondial de la Guerre froide »¹⁴.

Troisièmement, une comparaison entre les transitions du présent et celles du passé confirme le rôle historiquement nouveau qu'ont joué les luttes prolétaires et anticapitalistes en précipitant la crise des années soixante-dix. En effet, d'une façon très réelle, l'expansion financière actuelle (contrairement aux expansions précédentes) a été avant tout un instrument de l'endiguement des revendications combinées des peuples du monde non occidental (relativement peu par personne mais pour beaucoup de monde) et des classes ouvrières d'Occident (pour relativement peu de monde mais beaucoup par personne), pour paraphraser Immanuel Wallerstein¹⁵. Mais, en même temps, l'expansion financière et la restructuration de l'économie politique mondiale qui y est associée ont bien réussi à désorganiser les forces sociales qui étaient porteuses de ces revendications dans les soulèvements des années soixante et soixante-dix. Une partie importante de cette réussite tient dans la reproduction du fossé entre les revenus du Nord et ceux du Sud, qui, comme nous l'avons remarqué, est aussi profond aujourd'hui qu'il y a vingt ou quarante ans. Il est difficile de croire que ce fossé immense et persistant ne continuera pas à jouer un rôle décisif non seulement dans le façonnement des identités et des dispositions des prolétaires du Nord et du Sud, mais aussi dans les processus de formation de l'État mondial. Comme l'a montré de façon exemplaire l'échec des discussions de l'Organisation Mondiale du Commerce à Seattle, la lutte pour l'orientation sociale de l'État mondial émergent est autant une lutte entre le Nord et le Sud qu'entre le capital et la main-d'œuvre. En effet, puisque les détenteurs du capital continuent d'être concentrés massivement au Nord, tandis

¹⁴ Giovanni Arrighi, *The Long Twentieth Century: Money, Power, and the Origins of Our Times*, Verso, Londres, 1994, p. 356.

¹⁵ Immanuel Wallerstein, « Response: Declining States, Declining Rights ? », *International Labor and Working-Class History*, XLVII, 1995, p. 25.

qu'une vaste et grandissante majorité du prolétariat mondial se trouve au Sud, les deux luttes sont en grande partie deux faces opposées de la même médaille¹⁶.

Finalement, tandis que le fossé entre le Nord et le Sud est demeuré remarquablement stable, les quarante dernières années ont connu une importante relocalisation d'activités industrielles et de parts du marché mondial des États-Unis vers l'Europe de l'Ouest et l'Asie du Sud-Est. Ainsi, entre 1960 et 1999 la part de la valeur ajoutée de cette dernière (une bonne mesure de la part du marché mondial contrôlée par les résidents de la région) est passée de 13 % à 25,9 %, tandis que la part nord-américaine est passée de 35,2 % à 29,8 % et la part de l'Europe de l'Ouest de 40,5 % à 32,3 %. Le changement dans le partage de la valeur ajoutée mondiale au plan industriel est encore plus révélateur puisque, pour la même période, la part est-asiatique est passée de 16,4 % à 35,2 %, tandis que celle de l'Amérique du Nord est passée de 42,2 % à 29,9 % et celle de l'Europe de l'Ouest de 32,4 % à 23,4 %¹⁷. Il est peu probable que des changements de cet ordre n'affectent pas la constitution de l'Empire, surtout si l'on tient compte du fait que l'Asie du Sud-Est a une histoire de formation d'État et de marché beaucoup plus longue que l'Europe ou l'Amérique du Nord¹⁸. Et pourtant Hardt et Negri se concentrent exclusivement sur les lignées euro-américaines de l'Empire et ne mentionnent même pas la possibilité d'une hybridation avec les lignées asiatiques.

Bref, l'Empire pourrait très bien être en train de se former, mais si c'est le cas, il pourrait bien se passer un siècle ou plus

¹⁶ Giovanni Arrighi, Beverly Silver, « Capitalism and world (dis)order », *Review of International Studies*, 27, 2001 et Beverly Silver, *Forces of Labor. Workers Movements and Globalization since 1870*, Cambridge University Press, New York et Cambridge. À paraître.

¹⁷ Ces pourcentages sont établis sur la base des documents de la Banque Mondiale cités plus haut.

¹⁸ Giovanni Arrighi, Beverly Silver et al., *Chaos and Governance in the Modern World System*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1999, chapitre 4.

avant que l'humanité ne sache si sa constitution a réussi ou si elle a échoué et, si elle a réussi, quels en seront les contenus culturels. Entre-temps on peut seulement espérer que les classes dirigeantes des centres déclinants et émergents de l'économie mondiale déploieront dans leurs actions plus d'intelligence qu'elles n'en ont déployée jusqu'à maintenant, que les luttes des prolétaires ne cèderont plus aux tentations patriarcales, racistes et nationalistes, et que les militants et les intellectuels de bonne volonté développeront une meilleure compréhension des origines de l'Empire et de ses orientations possibles.